

aux habitants des localités éloignées que de les forcer à parcourir cette distance pour passer un contrat quelconque. Dans les pays où l'institution du Notariat est établie, c'est différent. Mais ici tous les actes se font sous seing privé avec des témoins; pourquoi empêcher les habitants éloignés de Winnipeg de pouvoir passer des actes, lorsqu'ils sont en état de le faire.

L'Hon. M. Clarke propose en amendement que les Registrateurs soient exclus de pouvoir faire des actes, prétendant que les deux choses sont incompatibles.

L'Hon. M. Dubeau soutient qu'il n'y a aucune incompatibilité, et qu'en n'empêchant un Registrateur qui a fait un contrat de remplir honnêtement et consciencieusement son devoir comme Registrateur. Il n'a aucun intérêt à agir frauduleusement, et on doit supposer les Registrateurs choisis par le Gouvernement des hommes honnêtes et intègres. D'un autre côté, il y a si peu d'hommes en état de passer des actes dans le pays, qu'on doit donner ce privilège à tous ceux qui ont la capacité d'en faire; en agissant autrement, on travaillerait contre les intérêts de la population.

L'Hon. M. Clarke dit que le but de l'Hon. membre est de protéger certains individus qui sont registrateurs; mais qu'il ne faut pas faire une chose si dangereuse pour le public dans un but personnel. D'ailleurs, dit-il, l'Hon. membre pour la Baie St. Paul insinue la population du pays en disant qu'il n'y a personne dans les paroisses capables de passer des actes. Ce n'est pas difficile dans ce pays-ci de faire un contrat. Il n'y a pas de formules particulières requises. Il suffit de pouvoir écrire, et mentionner d'une manière quelconque les termes du contrat. Dans quel comté n'y a-t-il pas de personnes qui sachent écrire? Est-ce dans Selkirk? Est-ce dans Provencher, Manigault ou Lisgar? N'y a-t-il pas dans ces différents comtés des maîtres d'écoles, des prêtres ou ministres qui peuvent passer des Actes? Il n'y a ni le besoin des Registrateurs.

L'Hon. M. Dubeau dit que l'Hon. Procureur Général a fait des belles phrases, et de jolies considérations sur les quatre comtés de la Province. Il n'a oublié aucune chose c'est de dire pourquoi il s'oppose à ce que les Registrateurs puissent faire des actes. Pas une seule raison ni un seul argument n'a été apporté pour soutenir cette proposition. L'Hon. Procureur Général prétend qu'il n'importe qui sachant écrire, peut faire des actes. Cependant il doit savoir mieux. Il n'ignore pas combien il est important que les contrats soient bien faits. Ensuite, il a dit qu'il s'agissait de protéger certains individus, et a montré une fois de plus qu'il ne peut discuter une question sans attribuer des motifs personnels. Cette assertion est complètement fautive. Il s'agit de protéger les localités où par hasard il n'y a personne autre que le Registrateur en état de passer des actes. S'il y a une localité de ce genre, les habitants méritent qu'on prenne leurs intérêts et qu'on ne les oblige pas à parcourir 30 milles pour venir à Winnipeg faire faire un contrat. Il ne s'agit donc pas du Registrateur, mais de la population. L'Hon. Procureur Général, a parlé des prêtres ou ministres ou instituteurs ont leur ministère à exercer, et ils n'ont pas envie de se mettre à pratiquer la loi. Les instituteurs parviennent-ont leur classe à faire. Il n'y a donc aucune raison d'empêcher les Registrateurs de passer des actes, et l'intérêt public exige qu'on leur laisse ce privilège.

La discussion continue encore quelque temps, puis l'amendement de l'Hon. M. Clarke est mis aux voix et perd.

L'amendement de l'Hon. M. Dubeau est ensuite mis aux voix et emporté par une forte majorité. La clause 23e se trouve en conséquence retranchée.

Son proposition de M. McTavish la Chambre se forme en comité général sur le bill pour obliger d'indiquer d'une manière suffisante les ouvertures pratiquées dans la glace de la Rivière Rouge et de l'Assiniboine. Le bill est adopté.

Le bill pour incorporer le Bureau de Commerce subit sa 3^e lecture et est renvoyé au Comité des Bills Privés.

Vendredi, 23 Février, 1873.

L'Hon. M. Girard du Comité des Bills Privés fait rapport que le Comité a adopté le bill pour incorporer le Bureau de Commerce et le bill pour incorporer la Cité de Winnipeg.

La Chambre se forme en comité général sur le bill concernant l'Etude et la Pratique de la Loi. Et la 3^eme clause qui a excitée tant de discussion la veille est retranchée. Le bill subit sa 3^eme lecture.

Un message reçu du Conseil Législatif rapporte que le bill pour établir une taxe sur les terres incultes a été amendé. L'amendement réduit la taxe de cinq centimes à 2 centimes et demi par acre, et l'autre soumet à la taxe les terres de la Compagnie de la Baie d'Hudson qui se trouvaient exemptées par le bill.

L'Hon. M. Clarke dit que le Conseil Législatif a publié qu'il n'avait aucune juridiction sur les matières de revenu et de taxation et qu'il avait agi inconstitutionnellement en faisant ces amendements. D'abord il a réduit une taxe; ensuite il en a imposé une; et en troisième lieu il a essayé de mettre de côté un arrangement conclu ayant le transfert du pays au Canada, savoir: qu'une taxe ne serait imposée sur les terres de la Compagnie de la Baie d'Hudson. Nous devons prendre le moyen de faire respecter le droit constitutionnel par l'autre Chambre, et en conséquence il propose, seconde par l'Hon. M. Royal, que cette Chambre ait une conférence avec le Conseil Législatif, et que les membres qui représenteront cette Chambre à la Conférence soient MM. Dubeau, Hay, McTavish, Breland et Bourke, le proposeur et le second.

L'Hon. M. Royal fait à peu près les mêmes remarques en français et dit que cette Chambre doit être jalouse de ses privilèges, et ne pas laisser empiéter sur ses droits.

La motion est adoptée.

L'Hon. M. Clarke propose la 2^ede lecture du bill concernant les licences d'alcool. Il dit qu'un bill semblable a été passé à la dernière session, et qu'il a été rejeté par le Conseil Législatif. Il espère que celui-ci aura un meilleur sort. Il montre les funestes effets des boissons enivrantes dans cette Province, et mentionne certains Etats des Etats Unis tel que le Massachusetts, où les liqueurs enivrantes sont prohibées. Il désire faire la même chose ici, mais il n'y a pas possibilité pour le présent. Mais par le bill nous allons mettre autant de travers que possible à ce pernicieux trafic.

L'Hon. M. Royal explique le bill en français, et dit qu'il pourvoit à ce que dans les différentes localités en dehors de Winnipeg, aucune licence ne sera accordée à moins que la personne qui l'obtiendra ne puisse fournir une maison avec quatre chambres à coucher outre celle de la famille, et une cuisine capable de loger dix chevaux; cette disposition a pour but d'empêcher les cabarets et buvettes de basse classe qui surgissent partout dans la Province. De plus, le montant pour obtenir une licence est modéré. Et quiconque voudra obtenir une licence devra produire une requête signée par trente électeurs de la division Electorale, et le certificat de deux Juges de Paix attestant que le requérant est d'honnête sobriété et d'un bon caractère.

La Chambre se forme en comité général sur le bill, M. Schmidt au fauteuil.

M. Hay propose des amendements pour réduire le montant exigé pour octroyer les licences. Ces amendements sont perdus.

Après l'adoption de la 7^eme clause il est six heures et la Chambre s'ajourne.

SEANCE DU SOIR.

L'Hon. M. Royal met devant la Chambre le Rapport du Surintendant des Ecoles catholiques pour l'année 1872.

L'Hon. M. Smith introduit un bill pour protéger les intérêts des personnes ayant droit de participer à l'octroi de terre du Gouvernement. Le bill est lu pour la 1^{re} fois.

La Chambre se forme de nouveau en comité général sur le bill des licences.

A la clause qui restreint aux sujets

anglais le droit d'obtenir des licences, l'Hon. Donald M. Smith prétend qu'il vaudrait mieux ne pas exclure les étrangers de ce privilège attendu que nous trouverions des étrangers qui tiendraient des hôtels aussi bien et quelque fois mieux que certains sujets anglais. Il dit que les meilleurs hôtels du Canada sont tenus par des Américains.

L'Hon. M. Clarke s'oppose à l'amendement, et dit que nous devons restreindre le privilège d'avoir des licences aux sujets anglais. C'est la loi d'Ontario et de Québec. A Montréal et à Toronto et dans d'autres villes du Canada, des américains tenaient des hôtels dont les licences appartenaient à des sujets anglais. Mais nous devons tenir au principe adopté par les plus anciennes provinces. Tant qu'il sera Procureur Général, il doit voter à ce que les coutumes britanniques ne soient pas mises de côté.

L'Hon. M. Smith parle encore au soutien de son amendement.

L'amendement est mis aux voix et emporté par 11 contre 10.

Le bill subit quelques autres amendements et est adopté.

L'Hon. M. Clarke introduit un bill concernant la plantation des arbres.

PARLEMENT DU CANADA.

L'Adresse en réponse au Discours du Trône dans la Chambre des Communes a été proposée par M. Tupper, d'Halifax et seconde par M. Palmer, de St. Jean, N. B.

Au Sénat l'adresse a été proposée par M. Vidal, et seconde par M. Cochrane.

M. Blake souleva une question de privilège relativement à l'élection de Muskoka. Il proposa que le rapport de l'officier rapporteur soit amendé et que le nom M. Cockburn soit substitué à celui de M. Boulton attendu que M. Cockburn a été élu par la majorité des voix. La motion fut adoptée à l'unanimité.

M. Cammugham demanda au gouverneur des instructions ont été données à l'Arpentier Général de Manitoba relative au règlement de la question du privilège de coupe de bois, et si oui, quelle nature de ces instructions.

Sur John A. M. Donald répondit qu'aucune instruction n'a été envoyée à l'Arpentier Général de Manitoba, mais le Lieutenant Gouverneur a été autorisé à former une commission composée de deux Juges et d'un arpenteur, avec instructions de faire rapport immédiatement.

M. Cunningham a donné avis qu'il proposerait une adresse à Son Excellence le Gouverneur Général demandant copies de toutes correspondances échangées entre le Gouvernement de la Province de Manitoba, touchant les émeutes militaires de 1870 et les procédés séducteurs et incendiaires de la dernière élection, ainsi que l'assaut meurtrier commis sur M. Dubeau, avocat, agissant pour la poursuite de ceux accusés d'avoir pris part à ces émeutes; ainsi que copies de toutes communications qui pourraient avoir lieu relativement aux outrages commis contre l'Assemblée Législative de Manitoba et son Orateur.

NOUVELLES LOCALES.

L'Hon. M. McKay est parti la semaine dernière pour le Lac des Bois.

Quelques personnes ont vu des oursons. C'est un bon signe qui nous présage un printemps de bon augure.

Le Capitaine de Plinval a donné sa démission comme chef de Police et devra quitter le service vers le 15 avril.

M. de Gages, nouvel officier de la Garde de Fort Garry, gazette à Ottawa il y a quelques semaines, est arrivé lundi soir.

L'embranchement du chemin de fer du Pacifique du Nord qui vient à Pembina ou St. Vincent, devra être complète le 1^{er} septembre prochain.

Mercredi après-midi le feu s'est déclaré dans le toit de la grande bâtisse occupée par M. Victor Beaugre, mais par le sang froid et l'énergie de Madame Beaugre, qui se trouvait

seule, le feu a pu être éteint assez facilement, et les dommages sont peu considérables.

NOUVELLES CANADIENNES.

Les Hon. MM. Clarke, Royal et Howard sont arrivés à Ottawa le 24 courant.

L'Hon. J. A. Chapleau, le nouveau Solliciteur Général, de Québec, a été élu par acclamation à Terrebonne.

Le Globe flétri en termes énergiques l'attentat commis sur la personne du Dr. Bird dans les derniers jours de la session.

NOUVELLES DE L'EUROPE.

Le Cabinet Gladstone a été défait par trois voix. On croit que M. Disraeli va être appelé à former un nouveau Cabinet.

Des nouvelles plus récentes nous apprennent que le Cabinet Gladstone a résigné. M. Disraeli a été appelé à former un Cabinet, mais il aurait qu'il a refusé et a suggéré à Sa Majesté d'appeler Lord Granville. Ce dernier est à consulter ses amis pour la formation d'un nouveau Gouvernement.

Les affaires d'Italie ne s'améliorent pas. Le St. Père est toujours prisonnier. Aux nombreux étrangers qui vont le visiter, il dit que l'Eglise devra sortir triomphante de cette lutte.



AVIS.

DES SOUMISSIONS GACHETTES en double seront reçues par l'OFFICIER POURVOYEUR au FORT GARRY, jusqu'au 10 AVRIL, 1873, à midi, des personnes descriptes s'engageant par contrat à fournir telle quantité des articles ci-dessous mentionnés qui pourra être requise par les Troupes stationnées au FORT GARRY, au FORT DE PIERRE, ou à PEMBINA, depuis le 1^{er} jour de MARS, 1873, jusqu'au 30 Avril, 1873:

BOUFON et MOUTON frais, par lb.
FARIN, par 100 lbs.
PATATES, par quintal de 60 lbs.
CAFE, par lb.
THE, par lb.
SUCRE, par lb.
SEL, par lb.
POIVRE, par lb.
BOIS DE CHAUFFAGE, par corde.
HUILE DE CHARBON, par gallon.
FOURRAGE.
FOIN.
AVOINE.
SON.
PAILLE.
pour le lit des hommes.

Des plus amples informations concernant la tenue du contrat, et les formules de soumissions, pourront être obtenues sur demande à l'Officier Pourvoyeur, à Fort Garry. L'Officier Pourvoyeur ne s'engage pas à accepter la plus basse ou aucune soumission.

Les soumissions devront avoir les mots suivants marqués sur le coin gauche de l'enveloppe: SOUMISSIONS POUR PROVISIONS.

A. PEEBLES,
Major, G. O. P.

Fort Garry, 27 Mars, 1873.



AVIS PUBLIC.

Est par le présent donné à TOUTES PERSONNES réclamant, en vertu de la Section 32 de l'Acte de Manitoba, des TITRES pour les TERRES situées dans la Partie de l'Etat appartenant qui se trouve sur la Rivière Rouge et la Rivière Assiniboine, qu'elles peuvent actuellement adresser à l'Honorable Secrétaire d'Etat pour obtenir des PATENTES pour telles terres.

Telle APPLICATION doit être accompagnée d'un état assésant par la personne requérant telle PATENTE, décrivant la situation et la condition du LOT, et énonçant les particularités en vertu desquelles la Patente est réclamée, et doit être envoyée sous enveloppe au sous-signe.

J. S. DENNIS,
Arpentier Général.

Bureau de l'Arpentage des Terres
de la Puissance,
Winnipeg, 19 Mars, 1873.



PROCLAMATION.

CANADA—PROVINCE DE MANITOBA.

Victoria, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

(Signé) ALEXANDER MORRIS.

ATTENDU que par et en vertu de la 5^e Section du Chapitre 6 des Statuts de Manitoba, passés dans la 35^eme année de notre Règne, intitulé: «Un Acte pour l'Enregistrement des Votants», il y est pourvu entre autres choses que le Sheriff et les Juges de Paix qui, suivant les dispositions du dit Acte et ses amendements, il est autorisé à s'associer, dans le but de faire une Liste des personnes autorisées par la loi à voter à aucune élection de cette Province, devra, à certain jour et en certain lieu dans chaque Comté, à être nommé par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, s'assembler pour faire telle Liste; et Attendu, qu'à un Conseil tenu à la Maison du Gouvernement, à Fort Garry, aux jour et date ci-dessous il a été ordonné que le dit Sheriff et les Juges de Paix devront s'assembler dans chaque Comté à la date et aux endroits ci-après désignés pour ce but, et procéder avec le moins de délai possible à remplir les devoirs qui leur sont prescrits par le dit Acte:

C'est pourquoi, par les présentes, nous publions, proclamons, et faisons savoir à tous Nos amis sujets, les habitants de cette Province, et à toutes autres personnes intéressées, que l'époque et les lieux fixés pour telles assemblées par le Gouverneur en Conseil en conformité aux dispositions du dit Acte sont comme suit, savoir:

COMTE DE LISGAR—A ou près des rapides le 20 Mars.

COMTE DE MARQUETTE—Le 25 Mars, à ou près la maison d'école, Poplar Point.

COMTE DE PROVENCHER—Le 2 Avril, à ou près Bureau d'Enregistrement, WINNIPEG ET ST. JOHN—Le 8 Avril, au Palais de Justice.

En outre de quoi, nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes et à ledit jour, appose le Grand Sceau de Manitoba. Témoin l'Honorable ALEXANDER MORRIS, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Manitoba, en notre Hôtel du Gouvernement, à Fort Garry, ce 13^eme jour de Mars, en l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante treize, dans la Trente-sixième année de Notre Règne.

(Par ordre) JOSEPH ROYAL,
Secrétaire Provincial.

AVIS PUBLIC est par les présentes donné, qu'en conformité à la Proclamation ci-dessus et aux Lois à cet effet, je, sous-prefect de Manitoba, me trouverai, avec les Juges de Paix adjoints, aux jours et aux endroits mentionnés dans la Proclamation ci-dessus, entre dix heures et midi (10 à 12) de l'avant midi pour faire la Liste des personnes autorisées à voter à aucune des élections Parlementaires de la Province.

EDWARD ARMSTRONG,
Sheriff de Manitoba.



JAMES STEWART,
PHARMACIEN,
RUE GARRY,
vis-à-vis l'Eglise Méthodiste.
WINNIPEG.

DROGUES,
MEDECINES ET PARFUMERIES,
JOUETS ET ARTICLES DE GOUT,
ARTICLES DE TOILETTE EN GRANDE VARIETE.

Un soin spécial pour la préparation des prescriptions.

H. J. MARSHALL,
CONSTRUCTEUR ET CONTRACTEUR.

PORTES, CHAÎNES, JAQUETTES ET MOULEURS EN MAGASIN DE FAMILLE A GRIEL.

SPECIALITE.

Fabriques de Meubles de Menage, &c.
Adresse—La maison voisine de la Douane.
Winnipeg.

